
Note de lecture

**Fitoussi, Jean-Paul, Laurent, Éloi,
*La nouvelle écologie politique.
Économie et développement humain***

janvier 2010

Fitoussi, Jean-Paul, Laurent, Éloi, *La nouvelle écologie politique. Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.

Selon les statistiques économiques actuelles, les six milliards d'humains se répartissent entre un milliard de très riches, quatre milliards en phase d'enrichissement et un milliard de très pauvres. Et de ce constat, le nombre de personnes vivant dans de bonnes conditions matérielles est aujourd'hui supérieur à la population totale de la planète il y a deux siècles. Mais ne sommes-nous pas trop riches pour ce que la terre peut nous offrir? Et n'existe-t-il pas d'autres liens permettant à la démocratie, au développement et à l'économie de parvenir à mieux s'équilibrer? Ce sont ces questions que le livre de Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent, deux économistes de l'OFCE, souhaite aborder.

L'intérêt de l'ouvrage est de lier leurs réflexions économiques, à travers notamment la description des différents systèmes existants ou ayant existé, aux réflexions politiques, sociales et environnementales proches du développement durable. Selon ces deux auteurs, deux positionnements sur le rôle de l'économie sont à envisager: celui d'une régulation interne, laissant le marché libre, ou d'une régulation externe, soumettant le marché à la puissance publique. Très vite, on se rend compte que c'est la seconde option qui est considérée comme étant la meilleure: en effet, celle-ci permettrait de poursuivre le développement humain sans sacrifier les écosystèmes terrestres, à condition toutefois d'élever le niveau d'exigence démocratique. L'économie doit ainsi devenir ouverte, sur son environnement écologique, social et politique. L'interdépendance de ces systèmes amènera ainsi, selon les auteurs, l'écologie politique.

Pour parvenir à cette conclusion, la première partie de leur ouvrage opère un regard sur les différentes théories économiques ayant nourri le capitalisme et le développement industriel. Particulièrement mis en avant, le lien entre production industrielle et relation avec la nature sert de fil rouge au raisonnement développé. Ainsi, alors que durant plusieurs milliers d'années, la nature était inhospitalière à l'Homme, le XX^{ème} siècle aura vu la situation se renverser. L'Homme est devenu le dominateur, et cette domination a un impact de plus en plus négatif sur l'environnement. Or, à terme, la réaction de la nature risque de fragiliser l'espèce humaine. La conclusion développée par les auteurs est qu'il faut équilibrer ce que la Terre peut offrir et ce dont les Hommes ont besoin.

Les auteurs abordent ensuite les différents théoriciens ayant eu une influence sur ces idées: Malthus, Ricardo, ... Le poids de la Révolution Industrielle est aussi mis en avant, par l'apparition de nouveaux courants de pensée qui substituent les limites de l'économie terrestre à celle de la croissance perpétuelle: le capital, produit de l'esprit humain, et son idée de développement infini. Mais, et c'est un point sur lequel insiste les auteurs, à cette notion de production se joint la fatalité de l'épuisement des stocks, amenant une autre idée: celle d'un déclin. La limitation dans la production et dans la disponibilité des ressources est donc toujours là. Pire, l'accroissement technologique dans l'utilisation d'une ressource naturelle fait diminuer son prix d'achat et, par là, augmenter sa demande. L'augmentation de la consommation abrège ainsi d'autant la durée de vie des stocks et donc des ressources disponibles.

Selon les auteurs, on voit donc qu'au début du XX^{ème} siècle, la science économique

a bel et bien intégré la notion de rareté des ressources dans ses théories. L'économie finie est également pointée du doigt, en tant que système fermé sur lui-même. Pour Fitoussi et Laurent, une autre logique économique doit donc se mettre en place. Soit autour de l'économie dynamique, soit autour de l'économie ouverte. C'est la seconde qui sera mise en avant dans le propos. Par leurs réflexions sur l'économie dynamique, les auteurs insistent sur le principe que l'avancée inéluctable des progrès techniques et l'accroissement des connaissances humaines n'amènent pas forcément un meilleur équilibre et une meilleure gestion des ressources naturelles. Au contraire, cette dynamique de développement, tendant vers une linéarité, repose sur une mise à disposition constante et également linéaire des ressources. Or, cette situation n'existe pas. Les ressources tendent à s'épuiser, tandis que les dégâts causés sont transmis aux générations suivantes, devant en supporter le coût économique et environnemental. Le temps a une dynamique propre, fondée sur l'irréversibilité, ce que beaucoup ont oublié d'intégrer, d'après Fitoussi et Laurent. Il est ainsi impossible de faire machine arrière pour réparer les erreurs du passé. Et ce constat a une grande importance sur le développement humain. Ce sont les ruptures qui déterminent notre évolution. Dès lors, la nécessité de régulation et d'intervention de l'État, en tant que protecteur des biens publics, est à envisager. Et c'est ici que se révèle la pensée profonde de l'ouvrage: pour concilier écologie et progrès, il importe de comprendre que derrière la question écologique se pose celle de la justice sociale.

La réflexion économique est ainsi critiquée, comme perméable aux autres disciplines, alors qu'elle influence considérablement, par ses actions, les différents domaines concrets dans lesquels elle produit ses réalisations. Mais au final, c'est l'économiste et non l'économie qui répondra aux défis; car l'éthique économie/écologique, qui prend en compte à la fois le bonheur des générations présentes et futures, échappe aux définitions théoriques. L'économie n'est donc pas autonome dans l'écologie. Elle intervient au même titre que les autres disciplines. Elle peut, par contre, intervenir pour calculer les effets à moyen et long terme du réchauffement climatique sur les modes de vie. Mais si l'économie propose, c'est le politique qui dispose. Car le lien entre démocratie et écologie est tout simplement essentiel. Ce nouveau positionnement, les auteurs le mettent en relation avec plusieurs cas pratiques, notamment ceux liés aux conséquences de l'ouragan Katrina: les victimes ont péri moins durant l'ouragan lui-même que pendant les jours qui ont suivi. Dès lors, les effets du changement climatique seront plus liés à des catastrophes sociales que naturelles, dont le degré de gravité dépendra de la réponse des pouvoirs publics. Il existe ainsi une inégalité entre les pays face au réchauffement climatique. C'est pourquoi il faut réduire les inégalités du développement et du système humain, comme le prône le GIEC, en luttant contre les inégalités économiques et humaines et en comprenant mieux les exigences du développement humain. S'investir pour une décroissance des inégalités, repenser le développement humain et ouvrir l'économie sont les voies proposées, autour des trois causes profondes du développement économique que sont l'environnement naturel, l'échange international et les institutions. C'est donc bien la démocratie qui transparaît comme le régime le plus à même de corriger autant que faire se peut les inégalités. Et cette justice sociale, parce qu'elle améliore les composantes du développement humain, a des vertus écologiques. C'est par la valorisation de l'éducation, qui permet l'accès à tous à l'avancement des connaissances, qu'écologie et développement humain trouveront leur équilibre.

L'ouvrage de Laurent et Fitoussi se place donc résolument dans cette optimisme, qui peut sembler un peu naïf: c'est en assumant la modernité que les Hommes pourront

mieux protéger leur environnement, déclarent les auteurs. Et c'est en élevant le niveau d'exigence démocratique que l'économie politique sera mieux maîtrisée. Un développement humain plus démocratique sera ainsi plus hospitalier pour les êtres vivants. En pleine crise économique, et après l'échec du sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, cet enseignement prend toute sa valeur, en faveur d'une meilleure gouvernance mondiale, et d'une régulation du modèle économique existant.

Il faut reconnaître le style clair et la pédagogie de l'ouvrage, permettant aux néophytes de l'économie et du développement durable de trouver des bases d'instruction intéressantes, donnant envie d'aller plus loin. Car la relative brièveté du propos laisse une petite frustration intellectuelle créant ce besoin d'en savoir plus. Il faut noter enfin que deux annexes particulièrement importantes abordent deux exemples pratiques, autour des liens entre démocratie, développement et écologie et autour d'une comparaison entre la Chine et l'Inde.